Décret n° XXX du XX/XX/2023
relatif aux conditions d'application de la taxe d'aménagement et de la taxe d'archéologie préventive prévues au II de l'article 9 de la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération du programme nucléaire, en cas de modification du projet postérieure à la délivrance de l'autorisation de création du réacteur électronucléaire

NOR : XXXXXXXX

***Publics concernés** : les redevables de la taxe d'aménagement et de la taxe d'archéologie préventive mentionnées au II de l'article 9 de la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes.*

***Objet** : préciser les modalités d'application de la taxe d'aménagement et de la taxe d'archéologie préventive prévues au II de l'article 9 de la loi précitée, en cas de modification du projet postérieurement à la délivrance de l'autorisation de création du réacteur électronucléaire ou de l'autorisation environnementale pour les constructions, aménagements, installations et travaux.*

***Entrée en vigueur** : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice** : La loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 simplifie et accélère la mise en œuvre de projets de construction de nouveaux réacteurs électronucléaires, à proximité immédiate ou à l'intérieur de sites nucléaires existants. Elle instaure une dispense d'autorisation d'urbanisme pour ces projets tout en maintenant l'exigibilité de la taxe d'aménagement et de la taxe d'archéologie préventive dont le fait générateur est l'autorisation de création du réacteur électronucléaire, ou pour les constructions, les aménagements, les installations et les travaux qui peuvent être exécutés avant la délivrance de l'autorisation de création, l'autorisation environnementale mentionnée à l'article L.181-1 du code de l'environnement.*

Le présent décret a pour objectif de préciser les conditions d'application de ces deux taxes en cas de modification du projet postérieurement au fait générateur.

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu le code général des impôts, notamment ses articles 1635 quater A, 1635 quater D, 1635 quater E, 1635 quater G à 1365 quater T, 235 ter ZG et son annexe III ;

Vu le livre des procédures fiscales, notamment son article L.80 B ;

Vu la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites existants et au fonctionnement des installations existantes, notamment son article 9,

Décrète :

Article 1^{er}

Lorsque le projet initial de création du réacteur électronucléaire, soumis à autorisation en application de l'article L. 593-7 du code de l'environnement, ou ses constructions, aménagements, installations et travaux, soumis à autorisation environnementale en application de l'article L. 181- 1 du même code, ont fait l'objet d'une modification entraînant une augmentation ou une diminution relative à la surface d'emprise, celle-ci donne lieu à une déclaration rectificative au moyen d'une note détaillant les surfaces modifiées ou les aménagements apportés.

Cette déclaration suppose que l'autorisation initiale soit toujours en cours de validité et que les travaux ne soient pas achevés.

Article 2

Dans le cadre des modifications visées au présent article 1er, un nouveau montant de taxe d'aménagement et de taxe d'archéologie préventive se substituant à celui initialement établi, est calculé sur la base du projet modifié. Il prend en compte le versement initialement exigé des taxes et le paiement déjà effectué pour donner lieu soit à un complément de taxes, en cas d'augmentation de la surface taxable, soit à un dégrèvement ou une restitution en cas de diminution de la surface taxable.

Article 3

Le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des Outre-Mer, la ministre de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le :

Par le Premier ministre :

Le ministre de la transition
écologique et de la cohésion des
territoires,

Christophe BÉCHU

Le ministre de l'économie, des finances et
de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre de l'intérieur et des
Outre-Mer,

Gérald DARMANIN

La ministre de la culture,

Rachida DATI,